



Séance du 29 novembre 2024 à 15h

à l'Académie des sciences d'outre-mer, 15 rue La Pérouse 75116 Paris
accessible en présentiel et en visioconférence
présidée par **Christine Desouches**

Séance n°17: « **Les Etats-Unis et l'Afrique dans le système multilatéral** »
par **François David**

PROGRAMME

Introduction

Christine Desouches, Vice-Présidente – ASOM

Lecture du procès-verbal de la séance du 22 novembre 2024

Dominique Barjot, Secrétaire perpétuel – ASOM

Hommage à Titinga Frédéric Pacéré

Marc Aicardi de Saint-Paul – ASOM

Présentation de la séance

François David, Professeur de l'Université du Littoral, Côte d'Opale (ULCO)

Échanges avec la salle



Présentation de l'auteur et résumé de la séance

François David est professeur des universités. Agrégé d'histoire, ancien élève de l'ENS Ulm, il enseigne les relations internationales et dirige le département d'histoire de l'Université du Littoral, Côte d'Opale (ULCO). Entre 2014 et 2020, il a dirigé le laboratoire Francophonie, Mondialisation et Relations internationales, à Jean Moulin, Lyon 3. Il étudie les interdépendances politico-culturelles (dir., Pouvoir et puissance en francophonie, Université Savoie-Mont-Blanc, 2020), outre les questions diplomatico-militaires (John Foster Dulles, secrétaire d'Etat, Cold warrior et père de l'Europe, Presses de l'Université Paris-Sorbonne, 2012) et le renseignement (La naissance de la CIA, Nouveaux Mondes Editions, 2016). Il a récemment publié Le Vietnam de la « protection » de la France à l'influence américaine 1953-1956 (Les Indes savantes, 2023) et L'ordre wilsonien. Essai sur l'américanisation des relations internationales, des Lumières à Joe Biden (Sorbonne Université Presses, 2024).

Les Etats-Unis et l'Afrique dans le système multilatéral

Promoteurs de la liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes depuis Wilson et Roosevelt, les Etats-Unis encouragent la décolonisation de l'Afrique en évitant si possible de heurter de front leurs alliés français et britanniques. De graves exceptions existent, comme la crise de Suez. Rapidement, à partir des années 1960, ils s'inquiètent de l'apparition de nouveaux États novices en politique étrangère au point de s'entendre exceptionnellement avec l'URSS pour hâter et acter la convention de Vienne sur le droit de la diplomatie (1961), et fixer un minimum de règles communes à une société internationale en pleine expansion. A l'ONU, l'Occident se retrouve vite en minorité. Dans le sillage de la conférence des non-alignés de Bandung (1955), l'émergence du groupe afro-Asiatique se retourne contre le projet libéral et multilatéral des origines. A partir de la guerre des six jours, les États africains font bloc avec ceux du Moyen-Orient quitte à endurer les conséquences dévastatrices des deux chocs pétroliers. La grande rupture survient durant l'administration Nixon, rupture consacrée en 1975 par le vote de la résolution « *sionisme égale racisme* ». Cependant, Henry Kissinger et ses successeurs maintiennent avec l'Afrique une ligne conciliante, sur fond d'intérêts économiques bien compris. Le « *nouvel ordre mondial* » de George Bush père (discours du 11 septembre 1990) esquisse un nouveau départ après la Guerre froide. Les Etats-Unis s'intéressent de nouveau à l'Afrique, comme en témoigne leur opération « *Restore Hope* » en Somalie, officiellement sous mandat des Nations Unies. Leur enlisement et l'échec entraînent une nouvelle prise de distance. Si depuis, tout nouveau président (hormis Trump) visite le continent africain, l'enthousiasme retombe vite. Les Etats-Unis délèguent à la France et au Royaume-Uni les enjeux de sécurité, quitte à les épauler ponctuellement ou à financer des programmes de



développement. Depuis une décennie, le retour stratégique de la Russie et de la Chine, puis l'émergence d'un prétendu « *Sud Global* » ravivent les fractures américano-africaines des années 1970 en des termes étonnamment similaires.